



Discours du Président de l'Assemblée nationale, SEM Amadou Mame DIOP lors de la cérémonie de clôture de la session budgétaire pour l'examen de la loi de finances 2023

Monsieur le Ministre des Finances et du Budget ;
Monsieur le Ministre du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions ;
Honorables Députés, Chers Collègues

Permettez-moi tout d'abord, de rendre grâce à Dieu pour nous avoir permis, d'initier et de mener à son terme, malgré les péripéties, l'un des temps forts du calendrier républicain, le vote de la loi de finances. C'est en effet, une des missions essentielles que nous confère, à nous députés, la Constitution du Sénégal.

Je voudrais, féliciter le Gouvernement, en particulier le Ministre des Finances et du Budget et son Collègue du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions, ainsi que tous les cadres pour la qualité des documents soumis à l'appréciation de l'Assemblée nationale. Les précieux éclairages qu'ils ont apportés aux Députés durant les travaux, en commissions comme en plénières, ont largement facilité le déroulement de notre session.

Je voudrais également féliciter l'ensemble des Vice-présidents, membres élus du Bureau et Députés pour leur engagement qui a permis, après, d'adopter la loi de Finances de l'année 2023 et, en conséquence, l'exécution des programmes et projets au grand bénéfice du peuple sénégalais.

A cet égard, je fais une mention spéciale à la Commission des finances, en particulier à son Président et à son Rapporteur dont l'abnégation et la rigueur ont été saluées par l'ensemble des collègues. Ces hommages vont aussi à l'ensemble des présidents et rapporteurs de commissions qui ont abattu un important travail.

Monsieur le Ministre des Finances et du Budget ;
Monsieur le Ministre du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions ;
Honorables Députés, Chers Collègues

Comme nous le savons, le contexte international et régional actuel engendre beaucoup de menaces et d'incertitudes sur la gouvernance politique et économique.

A peine sorti de la crise sanitaire de la COVID dont les impacts sur la situation économique et sociale ont été désastreux, le Sénégal s'est retrouvé confronté, comme du reste, beaucoup de pays de la planète, aux conséquences des conflits en cours dans le monde et dans la région ouest africaine.

En effet, après une croissance soutenue pendant plusieurs années, la situation économique du Sénégal a connu un ralentissement en 2020, dû à l'avènement de la COVID.

La reprise notée en 2021 ne serait pas confirmée en 2022 selon les prévisions, du fait des effets combinés :

- de la crise économique mondiale avec le ralentissement dans les pays les plus développés ;
- des contraintes financières avec la prééminence de fonds privés sur les prêts multilatéraux à long terme plus soutenables ;
- de l'inflation portant sur les produits alimentaires et énergétiques ;

La guerre en Ukraine et l'instabilité dans la région ouest africaine, avec des restrictions sur les échanges extérieurs, expliquent pour une large part ces difficultés.

Fort heureusement, grâce aux instruments efficaces de pilotage économique mis en œuvre et aux bonnes perspectives offertes par l'exploitation du pétrole et du gaz, notre pays fait preuve de résilience et de dynamisme avec une prévision de croissance de 10,1%.



Au demeurant, lors de notre session, nous avons eu l'occasion de constater, à nouveau, pour nous en réjouir, la grande qualité de la gouvernance économique de notre pays.

Honorables Députés, chers collègues,

Le budget que nous venons de voter s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 6411,5 milliards. Il s'appuie sur une hausse substantielle des recettes grâce à la Stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme, une croissance désormais à deux chiffres et une réduction du déficit budgétaire.

Je voudrais, à ce stade de mon propos, magnifier le caractère inclusif de la préparation du budget. Les différents secteurs et acteurs ont été impliqués dans son élaboration et notamment la tenue du Débat d'orientation budgétaire conformément aux dispositions de la loi organique portant loi de finances.

L'Assemblée nationale contribuera à approfondir et à élargir cette démarche inclusive et participative. Elle le fera conformément aux dispositions pertinentes en matière de transparence dans la gestion des finances publiques ; lequel, nous partageons, au demeurant, avec nos partenaires au plan régional et international.

Faut-il le rappeler, la finalité du budget est de donner des réponses concrètes, efficaces et efficientes aux préoccupations et besoins des populations. C'est pourquoi, nous accueillons avec beaucoup d'espoir et d'espérance l'avènement d'un budget de solutions conçu par le Gouvernement, sous l'égide du Président Macky SALL.

C'est à l'image des ambitions solides qu'il a pour notre pays, le Sénégal : le mettre jour, après jour, sur les rails du développement.

L'Assemblée nationale, tout en continuant de veiller, conformément à ses prérogatives constitutionnelles, à la bonne exécution des lois de finances, dans le respect du calendrier défini par la Loi organique, se fera aussi un devoir d'être une force positive, de propositions aux côtés de l'Exécutif et au service exclusif du peuple sénégalais

Monsieur le Ministre des Finances et du Budget ;
Monsieur le Ministre du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions ;
Honorables Députés, Chers Collègues ;
Honorables Députés, Chers Collègues ;

Notre session qui s'achève a été particulièrement observée par les populations que nous représentons à ce Parlement mais aussi par tous les amis du Sénégal à travers le monde.

La configuration politique de notre Assemblée y est certainement pour quelque chose mais au-delà, beaucoup de facteurs justifient l'intérêt particulier suscité par nos échanges et délibérations.

Nos mandants et l'ensemble du peuple sénégalais attendent, en effet, de notre Parlement de la rigueur, de l'intelligence, du savoir-faire et de la fermeté dans la défense des projets portés. Mais nos mandants et l'ensemble du Peuple sénégalais attendent aussi, et surtout, de la responsabilité pour la sauvegarde de nos valeurs communes.

A dire vrai, il y a eu des manquements graves à ce niveau avec des faits de violence inédits, intolérables et inacceptables, encore moins, dans un tel endroit. Ces faits ont surpris plus d'un et je réitère ici ma condamnation ferme de tels actes de la manière la plus vigoureuse possible.

Mesdames, Messieurs Chers Collègues,

Je nous invite au sursaut !

Il nous faut savoir sauvegarder le Sénégal que nous ont légué nos ancêtres et devanciers et que nous devons à tout prix sauvegarder.

La violence n'a pas sa place dans ce haut lieu de la République.

Nous devons chasser la violence de cet Hémicycle.

Les ardeurs verbales ne doivent pas conduire jusqu'aux agressions physiques. Cela n'est pas



digne de nous, du Sénégal pour lequel nous sommes censés travailler jour et nuit.

La diversité d'opinions loin de constituer une entrave, constitue au contraire un réel atout pour notre Parlement. C'est cela le souhait de notre peuple.

A notre collègue Amy Ndiaye, encore alitée, je renouvelle ma compassion et la vôtre ainsi que nos vœux ardents de prompt rétablissement.

Nos partenaires des organisations d'intégration régionale avec qui nous partageons les cadres harmonisés et de convergence multilatérale ainsi que les institutions et pays amis étaient particulièrement intéressés de savoir si notre Assemblée, malgré la diversité qui la caractérise, serait en mesure de réaliser le sursaut nécessaire.

En dépit des incidents graves notés ici et des dérapages verbaux, je voudrais noter le résultat obtenu à la suite de ce marathon budgétaire et mentionner particulièrement le rôle déterminant des Présidents de Groupes dont je salue la grandeur d'esprit et le sens élevé des responsabilités.

Ces résultats importants sont aussi le fruit de la bonne collaboration entre les représentants de l'Exécutif et l'Assemblée nationale.

A cet égard, permettez-moi, en votre nom, de réitérer nos chaleureuses félicitations au Gouvernement et en particulier au Ministre des Finances et du Budget et à son collègue en charge du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions.

Messieurs les Ministres, votre présence régulière à nos côtés et celle, à tour de rôle, de vos autres collègues venus défendre leur budget, en dépit des nombreuses charges qui sont les vôtres, témoigne de l'importance que le Gouvernement accorde à nos activités.

Nous avons, en effet, apprécié la qualité des projets et des dossiers soumis à notre validation par l'Exécutif ainsi que la pertinence des réponses ou éclairages apportés aux préoccupations exprimées en Commissions comme en plénières par les députés.

Bien entendu, même si nous pouvons nous réjouir d'avoir tenu notre calendrier, nous devons tirer des leçons de notre session budgétaire qui se termine, en particulier de nos travaux qui ont tiré en longueur dans bien des cas.

Certaines fois, les ministres venus défendre leur budget n'ont même pas pu disposer d'une demi-heure pour s'exprimer après avoir, pourtant, attendu pendant plus de treize heures durant lesquelles ils ont eu la patience d'écouter les députés. De quoi, sans doute, nous pousser à la réflexion quant à l'organisation de nos débats et de leur efficacité.

Enfin, avant de terminer, je voudrais souligner, et cela n'a sans doute pas échappé à votre attention, que le décompte du temps de parole habituellement source de polémique a fait l'objet d'une gestion automatisée, via un minutage électronique.

C'est parce que nous sommes conscients plus que jamais qu'il nous faut moderniser nos outils de travail parlementaire que ce chantier a été initié. Sur la même lancée, l'affichage dynamique au niveau des espaces d'accueil a été démarré. Quant à l'accueil des invités et journalistes couvrant nos travaux, il a été sensiblement amélioré avec l'introduction de badges qui ont permis de rationaliser les conditions d'accès.

Nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin, si Dieu le veut, car il faudra beaucoup, encore et encore, pour mettre à niveau nos installations et outils de travail.

Dans le même sillage, nous engagerons une réflexion en vue d'améliorer nos conditions de travail, nos procédures et surtout l'image et le prestige de l'Institution parlementaire.

Je sais pouvoir compter sur chacun et chacune d'entre vous pour apporter sa pierre à ce vaste chantier.

Notre assemblée qui vient d'être citée en exemple lors de la Réunion régionale Afrique-Moyen Orient du Partenariat pour un Gouvernement ouvert qui s'est déroulé à Marrakech il y a quelques semaines, doit savoir tenir son rang. A ce titre, nous sommes tous interpellés.

Avant de clore ces propos, permettez-moi d'exprimer, en votre nom à tous, notre gratitude à l'endroit du personnel parlementaire fortement mobilisé et très dévoué, depuis le démarrage des travaux en commissions jusqu'à la tenue de ces plénières. Je citerai en particulier, le



Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint, les directeurs de services parmi lesquels je ferai une mention particulière pour les Services législatifs et leurs collaborateurs, le Commandant militaire, les services techniques, secrétaires de débat, le personnel médical de l'Assemblée comme des sapeurs-pompiers qui ont envoyé un détachement pour toute la durée de la session, les interprètes, assistants parlementaires, assistantes, secrétaires, chauffeurs, la Sécurité (gendarmes et policiers) et j'en ometts sans doute et réclame votre indulgence.

Bien entendu, je ne saurais oublier les valeureuses femmes de l'Assemblée et tous les restaurateurs qui ont assuré le service avec talent.

Mes remerciements vont aussi à la Presse qui a couvert nos travaux et tous ceux qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de cette session budgétaire.

Messieurs les Ministres,

Mesdames, messieurs chers Collègues,

Chers Invités,

Je vous remercie de votre aimable attention.

Amadou Mame DIOP

Publié le 09 decembre 2022